

14018/21

(OR. en)

PRESSE 40
PR CO 40

RÉSULTATS DE LA SESSION DU CONSEIL

3827^e session du Conseil

Affaires générales

Questions relatives à la cohésion

Bruxelles, le 18 novembre 2021

Président **Zvonko Černač**
Ministre slovène chargé du développement et de la
politique de cohésion de l'UE

P R E S S E

SOMMAIRE¹

POINTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN DÉBAT

AFFAIRES GÉNÉRALES	3
Conclusions du Conseil concernant Saint-Marin.....	3
La politique de cohésion, l'une des politiques les plus efficaces pour atteindre les principaux objectifs de l'Union	4

AUTRES POINTS APPROUVÉS

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- Mesures restrictives en raison de la situation au Yémen: transposition des listes des Nations unies 5

JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES

- Pandémie de COVID-19: le Conseil ajoute l'Indonésie à la liste des pays à l'égard desquels les restrictions en matière de déplacements devraient être levées 5

CONSEIL "COMPÉTITIVITÉ"

- Partenariat européen dans le domaine de la métrologie: le Conseil adopte une décision 5

PÊCHE

- Adhésion à la convention sur l'océan Pacifique Nord 6
- APPD avec le Groenland et le Danemark..... 6

¹ • Lorsque des déclarations, des conclusions ou des résolutions ont été formellement adoptées par le Conseil, cela est indiqué dans le titre du point concerné et le texte figure entre guillemets.
 • Les documents dont la référence est mentionnée sont accessibles sur le site internet du Conseil <http://www.consilium.europa.eu>.
 • Les actes adoptés comportant des déclarations au procès-verbal accessibles au public sont signalés par un astérisque; ces déclarations sont accessibles sur le site internet du Conseil mentionné ci-dessus ou peuvent être obtenues auprès du Service de presse.

POINTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN DÉBAT

AFFAIRES GÉNÉRALES

Conclusions du Conseil concernant Saint-Marin

Le Conseil a approuvé des conclusions sur l'inclusion de la République de Saint-Marin dans la stratégie de l'Union européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR). Il s'agit d'une stratégie macrorégionale approuvée par le Conseil européen en 2014 et de la seule stratégie avec de nouveaux pays souhaitant y adhérer ces dernières années.

Récemment, Saint-Marin a présenté une demande d'adhésion à l'EUSAIR et les neuf pays participants y ont tous répondu favorablement.

Le 15 juin 2021, les quatre États membres de l'UE membres de la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne - Croatie, Grèce, Italie et Slovénie - ont demandé à la présidence portugaise du Conseil de l'UE de lancer la procédure en vue de l'inclusion de la République de Saint-Marin dans l'EUSAIR.

La Commission européenne va à présent modifier la stratégie pour y inclure la République de Saint-Marin et la soumettre au Conseil. Tous les États membres participant à l'EUSAIR se sont particulièrement félicités de l'inclusion de Saint-Marin.

[Conclusions sur l'inclusion de la République de Saint-Marin dans l'EUSAIR](#)

[Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne](#)

La politique de cohésion, l'une des politiques les plus efficaces pour atteindre les principaux objectifs de l'Union

Le Conseil a tenu un débat sur la contribution des programmes de la politique de cohésion à la relance, à la durabilité compétitive, aux transitions écologique et numérique, à la résilience et à la cohésion économique, sociale et territoriale.

Les ministres ont débattu des défis et des perspectives pour les années à venir, en se concentrant sur les questions abordées dans un document d'information de la présidence.

Ils ont notamment traité deux questions:

- Comment la politique de cohésion peut-elle être combinée avec d'autres instruments de l'UE afin de réduire encore les disparités de développement et de renforcer la résilience à moyen et à long terme?
- Comment répondre de manière appropriée aux différents besoins des régions et des territoires et faire en sorte que la mise en œuvre des fonds de l'UE soit plus proche des bénéficiaires et des citoyens?

Selon eux, les conséquences de la pandémie de COVID-19 constituent un défi considérable pour la cohésion territoriale de l'UE.

Les fonds européens de cohésion contribuent de manière significative à réduire les disparités de développement régional au sein de l'UE et dans les États membres.

Les ministres ont souligné que l'UE ne sera réellement plus forte et plus résiliente dans son ensemble que si aucune région n'est laissée de côté.

Pour parvenir à une reprise économique durable et inclusive qui soutienne les transitions écologique et numérique, les États membres devraient tirer le meilleur parti des possibilités offertes par l'enveloppe financière massive des ressources de Next Generation EU et le cadre financier pluriannuel 2021-2027.

À cet égard, les ministres ont débattu de la mise en œuvre et de la coordination effectives des fonds de cohésion restants pour la période 2014-2020, de l'initiative REACT-EU, de la facilité pour la reprise et la résilience et des nouvelles dotations au titre de la politique de cohésion pour la période 2021-2027, y compris le Fonds pour une transition juste.

[Document d'information de la présidence](#)

AUTRES POINTS APPROUVÉS

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mesures restrictives en raison de la situation au Yémen: transposition des listes des Nations unies

Le Conseil a adopté une décision d'exécution mettant en œuvre la décision 2014/932/PESC et un règlement d'exécution mettant en œuvre le règlement (UE) n° 1352/2014 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Yémen.

La décision et le règlement d'exécution transposent la décision du 9 novembre 2021 du Comité de sécurité du Conseil d'ajouter trois personnes à la liste des personnes faisant l'objet de mesures restrictives en raison de la situation au Yémen.

JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES

Pandémie de COVID-19: le Conseil ajoute l'Indonésie à la liste des pays à l'égard desquels les restrictions en matière de déplacements devraient être levées

À la suite d'un réexamen au titre de la recommandation concernant la levée progressive des restrictions temporaires appliquées aux déplacements non essentiels vers l'UE, le Conseil a mis à jour la liste des pays, régions administratives spéciales et autres entités et autorités territoriales à l'égard desquels les restrictions en matière de déplacements devraient être levées. En particulier, l'Indonésie a été ajoutée à la liste. ([Communiqué de presse, 13995/21](#)).

CONSEIL "COMPÉTITIVITÉ"

Partenariat européen dans le domaine de la métrologie: le Conseil adopte une décision

Le Conseil a adopté une décision relative à la participation de l'Union européenne au partenariat européen dans le domaine de la métrologie. Ce partenariat constitue l'un des domaines prioritaires de l'ensemble de propositions pour des partenariats européens institutionnalisés dans le cadre d'Horizon Europe. ([Communiqué de presse, PE-CONS 69/21](#)).

PÊCHE

Adhésion à la convention sur l'océan Pacifique Nord

Le Conseil a marqué son accord de principe sur la décision d'adhérer à la convention sur la conservation et la gestion des ressources halieutiques en haute mer dans le Pacifique Nord et a décidé de transmettre la décision au Parlement européen pour approbation. [Doc. 13555/21 + ADD 1 et [12617/21](#) + [ADD 1](#)].

APPD avec le Groenland et le Danemark

Le Conseil a adopté une décision relative à la conclusion d'un accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) avec le Groenland et le Danemark, ainsi que de son protocole de mise en œuvre. [Doc. 13554/21 + COR 2 + ADD 1 et [6566/21](#)].
